



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le jeudi 12 mai 2016 — N° 171

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon**

QUÉBEC

La séance est ouverte à 9 h 40.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations de députés

M. Habel (Sainte-Rose) fait une déclaration afin de souligner la présence d'un groupe d'élèves de l'école Curé-Antoine-Labelle en visite à l'Assemblée nationale.

M. Bérubé (Matane-Matapédia) fait une déclaration afin de souligner le 60^e anniversaire de l'entreprise Verreault Navigation inc.

M. Carrière (Chapleau) fait une déclaration afin de souligner la Semaine nationale des soins infirmiers.

M. Surprenant (Groulx) fait une déclaration afin de souligner le travail de l'organisme Parrainage civique Basses-Laurentides.

M. Kelley (Jacques-Cartier) fait une déclaration afin de rendre hommage à M. Réginald Moreau, directeur général du Conseil de la première nation des Innus Essipit.

12 mai 2016

M. Bergeron (Verchères) fait une déclaration afin de souligner le 60^e anniversaire de la Symphonie vocale de la Fraternité des policiers et policières de Montréal.

Mme Vallée (Gatineau) fait une déclaration afin de souligner le 35^e anniversaire de Tourisme Outaouais.

M. Paradis (Lévis) fait une déclaration afin de rendre hommage à M. Serge Labrie, fondateur de l'atelier-usine Travail Jeunesse.

M. Billette (Huntingdon) fait une déclaration afin de souligner le 60^e anniversaire de L'Ordre des Filles d'Isabelle, Sainte-Marie, Cercle # 956.

M. Gendron (Abitibi-Ouest) fait une déclaration afin de souligner le succès de la Brasserie Belgh Brasse inc.

À 9 h 51, M. Ouimet, premier vice-président, suspend les travaux pour quelques instants.

Les travaux reprennent à 10 heures.

12 mai 2016

Moment de recueillement

Présentation de projets de loi

Mme de Santis, ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 101 Loi donnant suite aux recommandations de la Commission Charbonneau en matière de financement politique

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 101.

M. Daoust, ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 100 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement les services de transport par taxi

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 100.

Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 598 Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 598.

12 mai 2016

M. le président communique à l'Assemblée et dépose le rapport de la directrice de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

n° 219 Loi concernant la Ville de Sherbrooke

Le rapport précise que l'avis a été fait et publié conformément aux Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.

(Dépôt n° 2179-20160512)

M. Hardy (Saint-François) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 219, Loi concernant la Ville de Sherbrooke.

La motion est adoptée.

M. Fournier, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 219 soit renvoyé pour consultation et étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire et que le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Leitão, ministre des Finances, dépose :

Le rapport annuel 2015 de l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec.

(Dépôt n° 2180-20160512)

M. Coiteux, ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, dépose :

Le Plan d'action gouvernemental pour alléger le fardeau administratif des municipalités;

(Dépôt n° 2181-20160512)

12 mai 2016

La Politique gouvernementale de consultation et de simplification administrative à l'égard des municipalités.

(Dépôt n° 2182-20160512)

M. Fournier, leader du gouvernement, dépose :

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 6 avril 2016 par M. Cloutier (Lac-Saint-Jean) concernant l'annulation des compressions proposées en éducation.

(Dépôt n° 2183-20160512)

M. le président dépose :

Une lettre, en date du 11 mai 2016, que lui a adressée M. Harold LeBel, député de Rimouski, l'informant de sa démission à titre de whip en chef de l'opposition officielle;

(Dépôt n° 2184-20160512)

Une lettre, en date du 11 mai 2016, que lui a adressée M. Sylvain Gaudreault, chef de l'opposition officielle, l'informant de la nomination de M. Stéphane Bergeron, député de Verchères, à la fonction de whip en chef de l'opposition officielle;

(Dépôt n° 2185-20160512)

Le diagramme de l'Assemblée, en date du 12 mai 2016.

(Dépôt n° 2186-20160512)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bernier (Montmorency), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des finances publiques qui, les 10 et 11 mai 2016, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 88, Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales. Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 2187-20160512)

12 mai 2016

M. Reid (Orford), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, les 2 et 3 décembre 2015, les 9, 11, 16 et 17 février, les 16, 22 et 24 mars, les 6, 7, 12 et 28 avril ainsi que le 11 mai 2016, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 76, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal. Le rapport contient des amendements au projet de loi, dont un au titre.

(Dépôt n° 2188-20160512)

Dépôts de pétitions

Mme Léger (Pointe-aux-Trembles) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 4 195 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le maintien des services et des soins de première ligne en pharmacie.

(Dépôt n° 2189-20160512)

M. Bolduc (Mégantic) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 3 561 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'abolition des horaires particuliers en vigueur pour les ambulanciers dans plusieurs régions du Québec.

(Dépôt n° 2190-20160512)

Mme Simard (Charlevoix–Côte-de-Beaupré) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 462 citoyens et citoyennes du Québec, concernant une modification des exigences visant l'obtention de l'agrément « Initiative des amis des bébés » (IAB) au Québec.

(Dépôt n° 2191-20160512)

12 mai 2016

M. Rochon (Richelieu) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 1 174 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'admissibilité du Biophare de Sorel-Tracy au Programme d'aide au fonctionnement des institutions muséales.

(Dépôt n° 2192-20160512)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement,
M. Bolduc (Mégantic) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 779 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'abolition des horaires particuliers en vigueur pour les ambulanciers dans plusieurs régions du Québec.

(Dépôt n° 2193-20160512)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le président, M. Drainville, leader de l'opposition officielle, retire certains propos non parlementaires.

Votes reportés

L'Assemblée tient le vote reporté, le 11 mai 2016, sur la motion proposée par M. Kotto (Bourget) aux affaires inscrites par les députés de l'opposition.

Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale réaffirme la primauté du français, la langue officielle du Québec;

12 mai 2016

QU'elle réitère que la protection du français est une responsabilité historique et un devoir quotidien du gouvernement du Québec;

QU'elle réaffirme le caractère toujours essentiel de la Charte de la langue française;

Enfin, que l'Assemblée nationale prenne acte du jugement de la Cour d'appel du Québec concernant la langue d'affichage, prononcé le 28 avril 2015, et qu'elle demande au gouvernement du Québec d'introduire une modification à la Charte de la langue française afin d'assurer la nette prédominance du français dans l'affichage commercial au Québec.

La motion est rejetée par le vote suivant :

(Vote n° **209** en annexe)

Pour : **48** Contre : **62** Abstention : **0**

Motions sans préavis

M. Paradis (Lévis), conjointement avec M. Lisée (Rosemont) et Mme David (Gouin), présente une motion concernant le regroupement Parents jusqu'au bout; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Weil, ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, conjointement avec Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve), M. Charette (Deux-Montagnes) et Mme David (Gouin), propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne les 10 ans de l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO consacrant la présence d'un représentant permanent du gouvernement du Québec au sein de la délégation du Canada auprès de l'UNESCO;

12 mai 2016

QU'elle souligne que l'Accord constitue un précédent unique à l'échelle de l'UNESCO, mais aussi de l'ensemble du système des Nations Unies;

QU'elle souligne le caractère unique de l'Accord reconnaissant la spécificité du Québec, fondée entre autres sur l'usage de la langue française et une culture unique.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **210** en annexe)

Pour : **94** Contre : **0** Abstention : **0**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Marceau (Rousseau), conjointement avec M. Bonnardel (Granby) et Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques), propose :

QUE l'Assemblée nationale dénonce avec vigueur l'entêtement du gouvernement du Canada à créer une commission des valeurs mobilières unique;

QU'elle dénonce la consultation sur une ébauche de la Loi sur la stabilité des marchés des capitaux unique, annoncée le 5 mai 2016 et qui se tiendra avec les provinces favorables à une commission des valeurs mobilières unique;

QU'elle rappelle que le Québec s'oppose au projet de création d'une commission des valeurs mobilières unique;

12 mai 2016

QU'elle rappelle que ce projet aurait des conséquences importantes sur l'industrie financière québécoise, qui compte des dizaines de milliers d'emplois spécialisés;

QU'elle rappelle que la Cour d'appel du Québec ainsi que la Cour suprême ont déclaré que le projet n'est pas constitutionnel et qu'il consiste en une intrusion massive du Parlement du Canada dans le domaine de la réglementation des valeurs mobilières;

QU'elle demande au nouveau gouvernement libéral du Canada de respecter intégralement les compétences exclusives du Québec.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **211** en annexe)

Pour : **101** Contre : **0** Abstention : **0**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Massé (Sainte-Marie-Saint-Jacques), conjointement avec Mme Vallée, ministre de la Justice, Mme Hivon (Joliette) et M. Jolin-Barrette (Borduas), propose :

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse que tous les enfants ont droit à la reconnaissance de leur identité de genre;

QU'elle constate que l'intimidation et la discrimination vécues par les enfants trans ont des effets néfastes sur leur santé mentale, leur estime de soi, leur réussite scolaire et leur épanouissement;

QU'elle s'engage à appuyer les parents d'enfants trans devant actuellement se battre à chaque nouvelle rentrée scolaire pour que l'identité de genre de leurs enfants soit reconnue par leur établissement d'enseignement;

12 mai 2016

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement de présenter à l'Assemblée un projet de loi ayant pour objectif d'apporter les modifications nécessaires au Code civil pour permettre aux enfants trans de changer leur mention de sexe à l'État civil, et ce avant la fin de la présente période de travaux parlementaires.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 64, Loi sur l'immatriculation des armes à feu;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi;
- la Commission de la santé et des services sociaux, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 92, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives.

M. Ouimet, premier vice-président, donne les avis suivants :

- la Commission des relations avec les citoyens se réunira en séance de travail afin de faire un bilan des travaux réalisés jusqu'à maintenant et d'organiser la suite du mandat d'initiative portant sur les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale;

12 mai 2016

- la Commission des finances publiques se réunira en séance publique afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du mandat d'initiative sur le phénomène du recours au paradis fiscaux;
- la Commission de l'aménagement du territoire se réunira en séance de travail afin de statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de pétitions;
- la Commission de la santé et des services sociaux se réunira en séance de travail afin de statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'une pétition.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Ouimet, premier vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 20 mai 2016, Mme Lamarre (Taillon) s'adressera à M. Barrette, ministre de la Santé et des Services sociaux, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant : « Bilan désastreux du gouvernement libéral en matière de santé ».

AFFAIRES DU JOUR

M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement des travaux au mardi 17 mai 2016, à 13 h 40.

La motion est adoptée.

12 mai 2016

À 12 h 14, M. Ouimet, premier vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 17 mai 2016, à 13 h 40.

Le Président

JACQUES CHAGNON

12 mai 2016

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de M. Kotto (Bourget) :

(Vote n° 209)

POUR - 48

Bergeron (PQ)	Jolin-Barrette (CAQ)	Massé (IND)	Roy (CAQ)
Bérubé (PQ)	Kotto (PQ)	Ouellet (PQ)	(Montarville)
Bonnardel (CAQ)	Laframboise (CAQ)	(René-Lévesque)	Samson (CAQ)
Caire (CAQ)	Lamarre (PQ)	Ouellet (PQ)	Schneeberger (CAQ)
Charette (CAQ)	Lavallée (CAQ)	(Vachon)	Spénard (CAQ)
Cloutier (PQ)	LeBel (PQ)	Pagé (PQ)	Surprenant (CAQ)
Cousineau (PQ)	Leclair (PQ)	Paradis (CAQ)	Therrien (PQ)
D'Amours (CAQ)	Legault (CAQ)	(Lévis)	Traversy (PQ)
David (IND)	Léger (PQ)	Picard (CAQ)	Turcotte (PQ)
(Gouin)	Lelièvre (PQ)	Poirier (PQ)	Villeneuve (PQ)
Drainville (PQ)	Lemay (CAQ)	Richard (PQ)	
Gaudreault (PQ)	Lisée (PQ)	Roberge (CAQ)	
(Jonquière)	Maltais (PQ)	Rochon (PQ)	
Hivon (PQ)	Marceau (PQ)	Roy (PQ)	
Jean (PQ)	Martel (CAQ)	(Bonaventure)	

CONTRE - 62

Anglade (PLQ)	Chevarie (PLQ)	Kelley (PLQ)	Rotiroti (PLQ)
Arcand (PLQ)	Coiteux (PLQ)	Leitão (PLQ)	Rousselle (PLQ)
Auger (PLQ)	Couillard (PLQ)	Lessard (PLQ)	Sauvé (PLQ)
Barrette (PLQ)	D'Amour (PLQ)	Matte (PLQ)	Simard (PLQ)
Bernier (PLQ)	Daoust (PLQ)	Ménard (PLQ)	(Dubuc)
Billette (PLQ)	de Santis (PLQ)	Merlini (PLQ)	Simard (PLQ)
Birnbaum (PLQ)	Drolet (PLQ)	Montpetit (PLQ)	(Charlevoix-Côte-de-Beaupré)
Blais (PLQ)	Fortin (PLQ)	Morin (PLQ)	Sklavounos (PLQ)
Blanchette (PLQ)	(Pontiac)	Nichols (PLQ)	St-Denis (PLQ)
Bolduc (PLQ)	Fournier (PLQ)	Ouellette (PLQ)	Tanguay (PLQ)
Boucher (PLQ)	Girard (PLQ)	Paradis (PLQ)	Tremblay (PLQ)
Boulet (PLQ)	Habel (PLQ)	(Brome-Missisquoi)	Vallée (PLQ)
Bourgeois (PLQ)	Hamad (PLQ)	Plante (PLQ)	Vallières (PLQ)
Busque (PLQ)	Hardy (PLQ)	Poëti (PLQ)	Vien (PLQ)
Carrière (PLQ)	Heurtel (PLQ)	Polo (PLQ)	Weil (PLQ)
Charbonneau (PLQ)	Huot (PLQ)	Proulx (PLQ)	
Charlebois (PLQ)	Iracà (PLQ)	Reid (PLQ)	

12 mai 2016

Sur la motion de Mme Weil, ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, conjointement avec Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve), M. Charette (Deux-Montagnes) et Mme David (Gouin) :

(Vote n° 210)

POUR - 94

Anglade (PLQ)	Daoust (PLQ)	Leitão (PLQ)	Reid (PLQ)
Arcand (PLQ)	David (IND)	Lelièvre (PQ)	Richard (PQ)
Auger (PLQ)	(Gouin)	Lemay (CAQ)	Roberge (CAQ)
Barrette (PLQ)	de Santis (PLQ)	Lisée (PQ)	Rotiroti (PLQ)
Bergeron (PQ)	Drainville (PQ)	Marceau (PQ)	Rousselle (PLQ)
Bernier (PLQ)	Drolet (PLQ)	Martel (CAQ)	Roy (CAQ)
Bérubé (PQ)	Fortin (PLQ)	Massé (IND)	(Montarville)
Billette (PLQ)	(Pontiac)	Matte (PLQ)	Roy (PQ)
Birnbaum (PLQ)	Fournier (PLQ)	Ménard (PLQ)	(Bonaventure)
Blais (PLQ)	Gaudreault (PQ)	Merlini (PLQ)	Samson (CAQ)
Blanchette (PLQ)	(Jonquière)	Morin (PLQ)	Sauvé (PLQ)
Bolduc (PLQ)	Girard (PLQ)	Nichols (PLQ)	Schneeberger (CAQ)
Bonnardel (CAQ)	Habel (PLQ)	Ouellet (PQ)	Simard (PLQ)
Boucher (PLQ)	Hamad (PLQ)	(René-Lévesque)	(Dubuc)
Boulet (PLQ)	Hardy (PLQ)	Ouellet (PQ)	Simard (PLQ)
Bourgeois (PLQ)	Heurtel (PLQ)	(Vachon)	(Charlevoix-Côte-de-Beaupré)
Busque (PLQ)	Huot (PLQ)	Ouellette (PLQ)	Sklavounos (PLQ)
Carrière (PLQ)	Iracà (PLQ)	Pagé (PQ)	Spénard (CAQ)
Charbonneau (PLQ)	Jean (PQ)	Paradis (PLQ)	St-Denis (PLQ)
Charette (CAQ)	Jolin-Barrette (CAQ)	(Brome-Missisquoi)	Surprenant (CAQ)
Charlebois (PLQ)	Kelley (PLQ)	Picard (CAQ)	Tanguay (PLQ)
Chevarie (PLQ)	Lamarre (PQ)	Plante (PLQ)	Therrien (PQ)
Couillard (PLQ)	Lavallée (CAQ)	Poëti (PLQ)	Vallée (PLQ)
Cousineau (PQ)	LeBel (PQ)	Poirier (PQ)	Vien (PLQ)
D'Amour (PLQ)	Leclair (PQ)	Polo (PLQ)	Villeneuve (PQ)
D'Amours (CAQ)	Legault (CAQ)	Proulx (PLQ)	Weil (PLQ)

12 mai 2016

Sur la motion de M. Marceau (Rousseau), conjointement avec M. Bonnardel (Granby) et Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) :

(Vote n° 211)

POUR - 101

Anglade (PLQ)	David (IND)	Leitão (PLQ)	Proulx (PLQ)
Arcand (PLQ)	(Gouin)	Lelièvre (PQ)	Reid (PLQ)
Auger (PLQ)	de Santis (PLQ)	Lemay (CAQ)	Richard (PQ)
Barrette (PLQ)	Drainville (PQ)	Lisée (PQ)	Roberge (CAQ)
Bergeron (PQ)	Drolet (PLQ)	Maltais (PQ)	Rochon (PQ)
Bernier (PLQ)	Fortin (PLQ)	Marceau (PQ)	Rotiroti (PLQ)
Bérubé (PQ)	(Pontiac)	Martel (CAQ)	Rousselle (PLQ)
Billette (PLQ)	Fournier (PLQ)	Massé (IND)	Roy (CAQ)
Birnbaum (PLQ)	Gaudreault (PQ)	Matte (PLQ)	(Montarville)
Blais (PLQ)	(Jonquière)	Ménard (PLQ)	Roy (PQ)
Blanchette (PLQ)	Girard (PLQ)	Merlini (PLQ)	(Bonaventure)
Bolduc (PLQ)	Habel (PLQ)	Morin (PLQ)	Samson (CAQ)
Bonnardel (CAQ)	Hamad (PLQ)	Nichols (PLQ)	Sauvé (PLQ)
Boucher (PLQ)	Hardy (PLQ)	Ouellet (PQ)	Schneeberger (CAQ)
Boulet (PLQ)	Heurtel (PLQ)	(René-Lévesque)	Simard (PLQ)
Bourgeois (PLQ)	Hivon (PQ)	Ouellet (PQ)	(Dubuc)
Busque (PLQ)	Huot (PLQ)	(Vachon)	Simard (PLQ)
Carrière (PLQ)	Iracà (PLQ)	Ouellette (PLQ)	(Charlevoix–Côte-de-Beaupré)
Charbonneau (PLQ)	Jean (PQ)	Pagé (PQ)	Sklavounos (PLQ)
Charette (CAQ)	Jolin-Barrette (CAQ)	Paradis (PLQ)	Spénard (CAQ)
Charlebois (PLQ)	Kelley (PLQ)	(Brome-Missisquoi)	St-Denis (PLQ)
Chevarie (PLQ)	Kotto (PQ)	Paradis (CAQ)	Surprenant (CAQ)
Coiteux (PLQ)	Lamarre (PQ)	(Lévis)	Tanguay (PLQ)
Couillard (PLQ)	Lavallée (CAQ)	Picard (CAQ)	Therrien (PQ)
Cousineau (PQ)	LeBel (PQ)	Plante (PLQ)	Turcotte (PQ)
D'Amour (PLQ)	Leclair (PQ)	Poëti (PLQ)	Vallée (PLQ)
D'Amours (CAQ)	Legault (CAQ)	Poirier (PQ)	Vien (PLQ)
Daoust (PLQ)	Léger (PQ)	Polo (PLQ)	Weil (PLQ)